



HAL
open science

Le vote Front national à Mantes-la-Jolie

Patrick Le Galès, Marco Oberti, Jean-Christophe Rampal

► **To cite this version:**

Patrick Le Galès, Marco Oberti, Jean-Christophe Rampal. Le vote Front national à Mantes-la-Jolie : Analyse d'une crise locale à retentissement national : le Val-Fourré. Hérodote, 1993, 69/70, pp.31 - 52. hal-02099972

HAL Id: hal-02099972

<https://sciencespo.hal.science/hal-02099972>

Submitted on 15 Apr 2019

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Le vote Front national à Mantes-la-Jolie

Analyse d'une crise locale à retentissement national : le Val-Fourré

*Patrick Le Gales, Marco Oberti
et Jean-Christophe Rampal**

Les études sur le vote Front national [Mayer et Perrineau, 1989]** ont montré que ce vote était avant tout caractéristique de la France urbaine et industrielle (Est-Sud-Est), qu'il se développait dans les contextes urbains à forte population immigrée. Ces études ont surtout mis en évidence les logiques sociales du vote FN dans les zones urbaines populaires, par exemple dans les quartiers en difficulté, plutôt que des logiques politiques. Chez les électeurs FN, la préoccupation du chômage passe après les thèmes de l'insécurité et de l'immigration. D'après ces différents travaux, il apparaît que le Front national a mordu sur l'ensemble des électors et que l'on peut y retrouver une dimension bourgeoise, même si elle constitue un électorat moins fidèle. Les travaux sur les transferts électoraux ont plutôt mis en évidence la radicalisation de l'électorat de droite que le transfert privilégié des voix du Parti communiste.

A l'échelle des départements, on a pu observer une forte corrélation entre le pourcentage d'immigrés et le vote Front national. Les études plus fines sur les communes ont cependant fait apparaître la complexité du phénomène. Si certains ont trouvé une corrélation similaire à l'échelle des quartiers et donc un effet direct de la présence de communautés immigrées sur le vote Front national (N. Mayer sur Paris), d'autres (H. Rey en Seine-Saint-Denis) n'ont pas retrouvé cette relation à l'échelle des communes. Ces travaux montrent que le vote Front national s'analyse également à partir des localités, des systèmes sociaux et politiques locaux. L'étude des communes de Seine-Saint-Denis et d'autres travaux sur les comportements électoraux des quartiers en difficulté ont mis en lumière l'importance de la position relative des quartiers au sein des communes, de la position relative de la commune. On trouve désormais assez couramment l'idée suivante : plus un quartier serait proche d'une situation anémique (isolement,

* Patrick Le Gales est chargé de recherches au CNRS au centre de recherches administratives et politiques de Rennes (université Rennes-I, IEP Rennes, CNRS). Marco Oberti est chercheur associé à l'Observatoire sociologique du changement (FNSP/CNRS) et chargé de cours à l'université Paris X-Nanterre. Jean-Christophe Rampal est journaliste et dirige la lettre d'information *Amérique latine Info*. Tous font partie de l'association Locatude à Mantes-la-Jolie. Les auteurs remercient la mairie de Mantes-la-Jolie qui leur a fourni des statistiques électorales, et les différentes personnes qu'ils ont vues à Mantes, en particulier Najib El Arouni.

** Les références entre crochets renvoient à la bibliographie en fin d'article, p. 52.

abandon des réseaux associatifs, absence de politique locale intégratrice, déficit de politique locale, concentration d'exclus), plus le vote Front national serait élevé.

La commune de Mantes-la-Jolie et le quartier du Val-Fourré, jadis vitrines de la politique de la ville avant de symboliser les banlieues en crise, constituent des cas privilégiés pour examiner ces différentes dimensions.

Mantes-la-Jolie et le Val-Fourré

Petite ville des bords de Seine, Mantes-la-Jolie a été rattrapée par l'urbanisation de la région Ile-de-France. Poissy, Les Mureaux, Flins, Mantes, la vallée de la Seine au nord-ouest de Paris est devenue une vallée industrielle dominée par des grands groupes, notamment dans l'automobile (Peugeot-Talbot à Poissy et Renault à Flins). Proches de Mantes, et pourtant si loin, on trouve les villages du Vexin et les communes des plateaux. Il suffit de quelques kilomètres pour retrouver la quiétude de la campagne d'Ile-de-France. Mantes-la-Jolie fait partie d'une petite agglomération urbaine. Depuis le dernier recensement, cette agglomération a été absorbée par la métropole parisienne.

Après la Seconde Guerre mondiale, un journaliste et résistant devient maire de Mantes, Jean-Paul David. Il le restera jusqu'en 1977, date de sa défaite devant une liste d'union de la gauche. Dans les années soixante, devant l'expansion économique de la vallée de la Seine, le projet de nouvelle ville prend corps. Le Val-Fourré devait être une sorte de ville nouvelle à la campagne plantée en bord de Seine. On y avait prévu de nombreux équipements comme pour une ville nouvelle. Peugeot et Renault ont encouragé la création du Val-Fourré afin de pouvoir loger les ouvriers. Symbole de la modernité, le Val-Fourré attire de nombreux cadres et des classes moyennes. Beaucoup de pieds-noirs viennent s'y installer, comme le jeune instituteur Paul Picard, de nombreux immigrés viennent également, qui travaillent dans les usines à l'entour, surtout dans l'automobile. Les tours et les immeubles sont construits par différents organismes de logement social, la Caisse des dépôts (SCIC), le Logement français. Malgré les demandes des habitants, les équipements sociaux et culturels ne seront jamais à la hauteur de ce qui avait été prévu. Cela ne signifie pas que des équipements n'aient pas été construits (écoles), mais on est bien loin des ambitieux plans de départ. Le Val-Fourré ne sera pas Saint-Quentin-en-Yvelines. D'ailleurs, Mantes-la-Jolie va durement pâtir de la concurrence de Saint-Quentin et de Cergy qui, au cours des années soixante et soixante-dix, bénéficieront de toute la sollicitude des pouvoirs publics pour obtenir de nouvelles activités économiques, notamment dans le secteur tertiaire. Mantes-la-Jolie et la vallée de la Seine resteront avec leur secteur industriel. Lorsque la crise fait son apparition, que le secteur industriel est durement touché, un double phénomène apparaît. D'une part, les licenciements et les réductions d'emploi vont toucher les ouvriers, ce qui va conduire à une modification de l'équilibre du quartier et dans les familles. D'autre part, les grandes entreprises industrielles n'embauchent plus les jeunes qui, de plus en plus, iront grossir les rangs des chômeurs. Peu

à peu, le quartier va basculer dans la crise. Mantes est devenu de plus en plus intégrée à l'espace Ile-de-France. Environ 10 000 personnes font chaque jour la navette entre l'agglomération de Mantes et Paris.

Mantes a certainement bénéficié du poids politique de son maire. Dès la fin des années soixante, celui-ci a même réussi le tour de force de convaincre les communes environnantes de créer un district sous sa présidence. Mantes était à la pointe de l'innovation intercommunale. Le Val-Fourré s'est donc développé très rapidement jusqu'au point de rassembler plus de la moitié des habitants de la commune de Mantes. Dans les années soixante-dix, un mouvement associatif puissant voit le jour, et en particulier au Val-Fourré où il conteste les rêves de grandeur du maire et son urbanisation. Des grandes figures comme Tiennot Grumbach, devenu avocat, animent ces associations et contribuent à former et influencer des jeunes militants de gauche. Dès le début des années soixante-dix, à la fois pour des raisons de poids de population et de mobilisation des réseaux, la question de l'évolution du Val-Fourré est posée, c'est l'enjeu important de la scène politique locale. De tendance droite notable apolitique, le maire Jean-Paul David prend sur sa liste, en 1971, un des représentants des nouvelles couches moyennes qui habitent au Val-Fourré, un jeune instituteur qui enseigne dans une école du quartier, Paul Picard. Au milieu des années soixante-dix, les antagonismes s'affirment et ce dernier rompt avec la municipalité. En 1977, alors que Grumbach est la figure de la gauche locale, une liste d'union de la gauche se met en place sans lui, avec, outre Picard, un journaliste d'un hebdomadaire catholique, Bernard Schreiner, quelques ouvriers pour le PC, qui n'a jamais été majoritaire dans la commune de Mantes-la-Jolie, d'autres enseignants et employés. A l'inverse, le PC détient deux communes voisines, Mantes-la-Ville, de l'autre côté de la voie de chemin de fer, et la petite commune de Limay, de l'autre côté de la Seine. Personne n'envisage la défaite du maire sortant, on laisse la tête de liste à Paul Picard. Sa liste l'emporte, il est élu maire grâce au soutien du Val-Fourré. Le quartier l'a emporté sur la vieille ville. La gauche s'organise dans l'agglomération alors que la fédération socialiste des Yvelines est tenue par les rocardiens. Picard garde la mairie de Mantes, et Schreiner est retenu pour la députation (il deviendra député), en attendant de conquérir la commune de Limay (ce qui n'a jamais eu lieu). Jacques Boyer, adjoint au maire de Mantes-la-Ville, a la charge de conquérir la mairie pour le PS (ce qui ne sera fait qu'en 1989 lorsque le vieux maire PC résistant passera la main) et on lui confie la présidence du district que lui cède Paul Picard en 1977 avant de le lui contester vainement après 1983. Ce dernier peut consacrer son énergie à sa ville et au Val-Fourré.

Mantes-la-Jolie et son agglomération sont politiquement isolées et l'on parlera très tôt de *far west* de l'agglomération. Au sein de l'Ouest parisien, réserve des cadres d'Ile-de-France, la vallée de la Seine fait figure d'exception, étant de gauche et industrielle. Mantes-la-Jolie apparaît bien éloignée au sein du département des Yvelines dont la préfecture est à Versailles. A l'extrémité nord-ouest du département, elle restera marginale et sans importance pour le département. Au cours des années quatre-vingt, et à la suite des réformes de décentralisation, Mantes fait partie de ces villes moyennes en déclin qui seront les perdantes de la

décentralisation. D'un côté, la décennie a vu le renforcement considérable des grandes métropoles, souvent à leurs dépens. De l'autre, les nouveaux pouvoirs des départements et des régions les ont souvent laissées de côté, faute d'acointance ou d'influence politique. Comme Bruay, Cherbourg, Elbeuf ou Saint-Brieuc, Mantes-la-Jolie fait partie de ces villes moyennes industrielles qui n'étaient pas suffisamment grandes ou suffisamment en crise pour bénéficier d'un plan d'exception ou d'un pôle de reconversion. Elles ont décliné régulièrement, sans bruit, jusqu'à ce qu'il soit trop tard.

Mantes-la-Jolie a fait progressivement office de banlieue de la banlieue après en avoir été la vitrine. La petite ville de province et sa collégiale du XII^e siècle se sont fait prendre au grand rêve de la modernité des années soixante avant de se retrouver à la périphérie de la banlieue. Progressivement, encouragées par les dispositions gouvernementales et l'inflation des années soixante-dix, les classes moyennes et les ouvriers qui le pouvaient ont quitté le Val-Fourré pour des pavillons en ville, ou dans les nouvelles zones pavillonnaires des communes des plateaux. Ils ont été remplacés par d'autres qui ne trouvaient pas à se loger. La spirale du déclin social et de la ségrégation « naturelle » s'est enclenchée. La crise économique a fait le reste. A Mantes et dans les environs, on a vu arriver ces couples d'ouvriers et d'employés rêvant d'un pavillon, travaillant près de Paris, mais obligés de venir jusqu'à Mantes pour trouver des prix concordant avec leurs moyens financiers. D'autres sont venus occuper les appartements du Val-Fourré à défaut d'autre chose. Ces nouvelles populations sont arrivées à Mantes par défaut et l'identification à Mantes ou au Val-Fourré est une identité qui les renvoie à leur situation sociale en négatif. Leur insertion dans la localité n'a jamais pris les formes de ceux qui sont arrivés une dizaine d'années plus tôt. Le quartier s'est donc progressivement transformé, prolétarisé et recevant de plus en plus d'immigrés. Il a aussi été de plus en plus rejeté par les communes environnantes, soit par les anciens habitants toujours opposés aux grands ensembles, soit par les nouveaux habitants, parfois d'anciens du Val-Fourré soucieux avant tout d'éviter une identification avec Mantes, ne serait-ce que pour maintenir le prix de leur maison. Cette opposition s'est retrouvée à l'échelon politique où les maires environnants ont pris leur distance avec la commune, centre de l'agglomération.

Le maire de Mantes-la-Jolie ne s'est guère encombré de ces difficultés. Jusqu'à la fin des années quatre-vingt, le Val-Fourré était son quartier. Il a multiplié les initiatives et les financements publics. Mantes-la-Jolie obtient : le dispositif « Habitat et vie sociale », l'un des premiers DSQ, puis DSU, une mission locale, un programme « Pauvreté 3 » de la Communauté européenne et plus récemment un contrat de ville. Picard est devenu conseiller général, puis conseiller technique au sein du cabinet du ministre de la Ville Michel Delebarre. Le député Schreiner a gardé son siège jusqu'aux législatives de 1993. Il a présidé la mission câble et, localement, le comité local pour l'emploi qui a avorté. Le district est toujours dirigé par Jacques Boyer devenu maire de Mantes-la-Ville.

La commune comptait 45 000 habitants au recensement de 1990, dont 20 000 actifs ; elle compte un peu moins de 14 000 étrangers habitant essentiellement le Val-Fourré et 12 500 habitants de moins de 14 ans. Les ouvriers (le plus souvent qualifiés) représentent 42 %

de la population active et les employés un peu moins de 30 %. 53 nationalités sont représentées, notamment des Marocains, Portugais, Algériens, Maliens et Turcs.

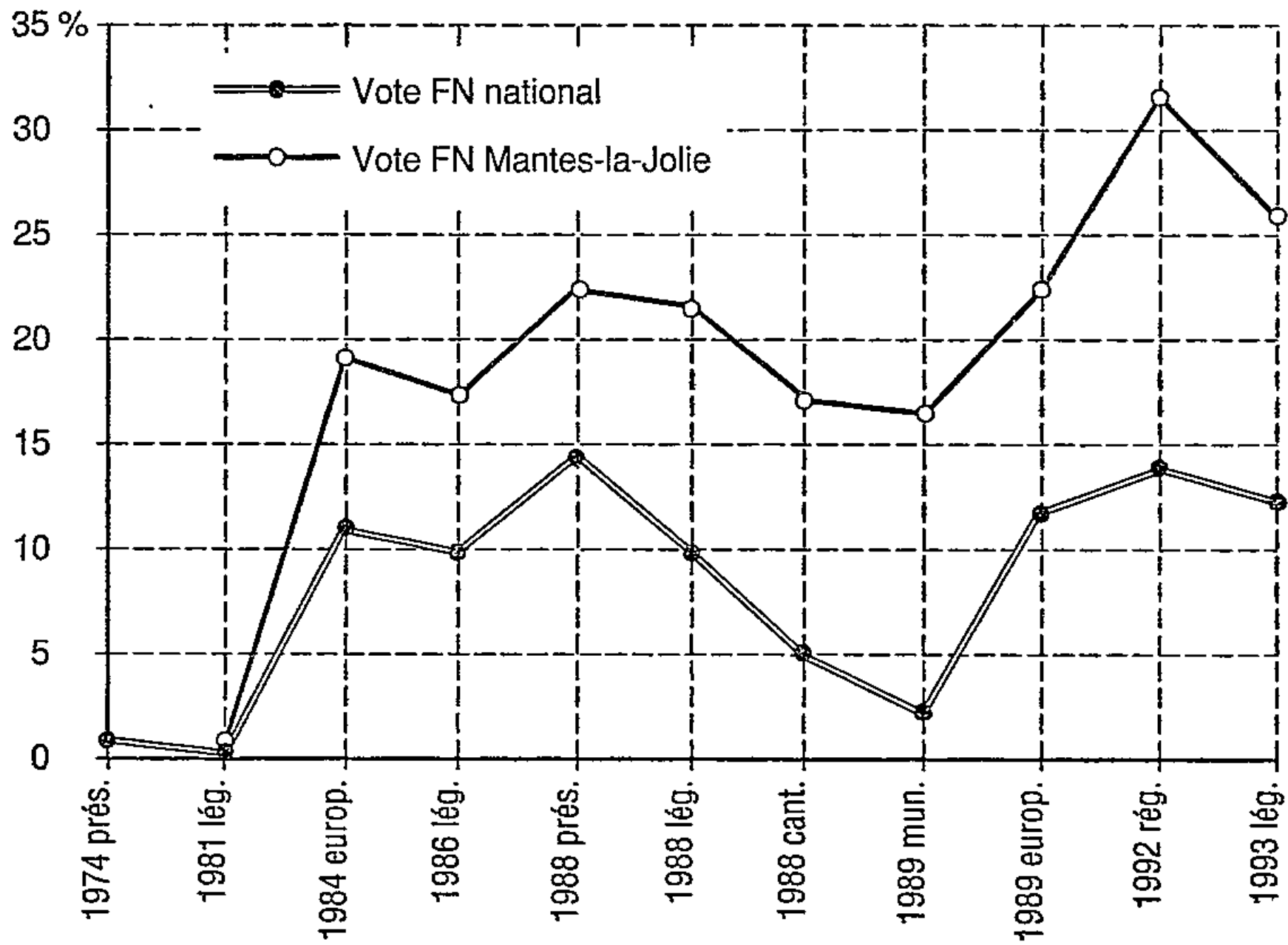
Le Val-Fourré comprend 60 % de la population sur 20 % du territoire communal bâti, 38 % de la population ont moins de vingt ans. Plus des trois quarts des enfants de Mantes-la-Jolie résident au Val-Fourré. La commune de Mantes se divise en trois secteurs, trois quartiers assez bien délimités socialement et spatialement. Le centre-ville, à l'extrémité est de la commune, rassemble les catégories socioprofessionnelles supérieures, et Gassicourt, entre le Val-Fourré et le centre-ville, est une zone intermédiaire à bien des égards, avec des pavillons et des petits immeubles. De 1982 à 1989, Mantes a gagné 1 500 nouveaux habitants qui sont allés à Gassicourt alors que le Val-Fourré perdait un peu moins de 2 000 habitants. Les étrangers représentent 40 % de la population du Val-Fourré. Pour les communes environnantes, le Val-Fourré est clairement identifié comme le lieu de résidence des immigrés et de ceux qui ne peuvent pas aller ailleurs. Les services du logement de la mairie ont régulièrement des demandes pour quitter le quartier. Par ailleurs, en termes géographiques, le Val-Fourré est isolé à la fois de la commune et du reste de l'agglomération.

Le Front national à Mantes-la-Jolie

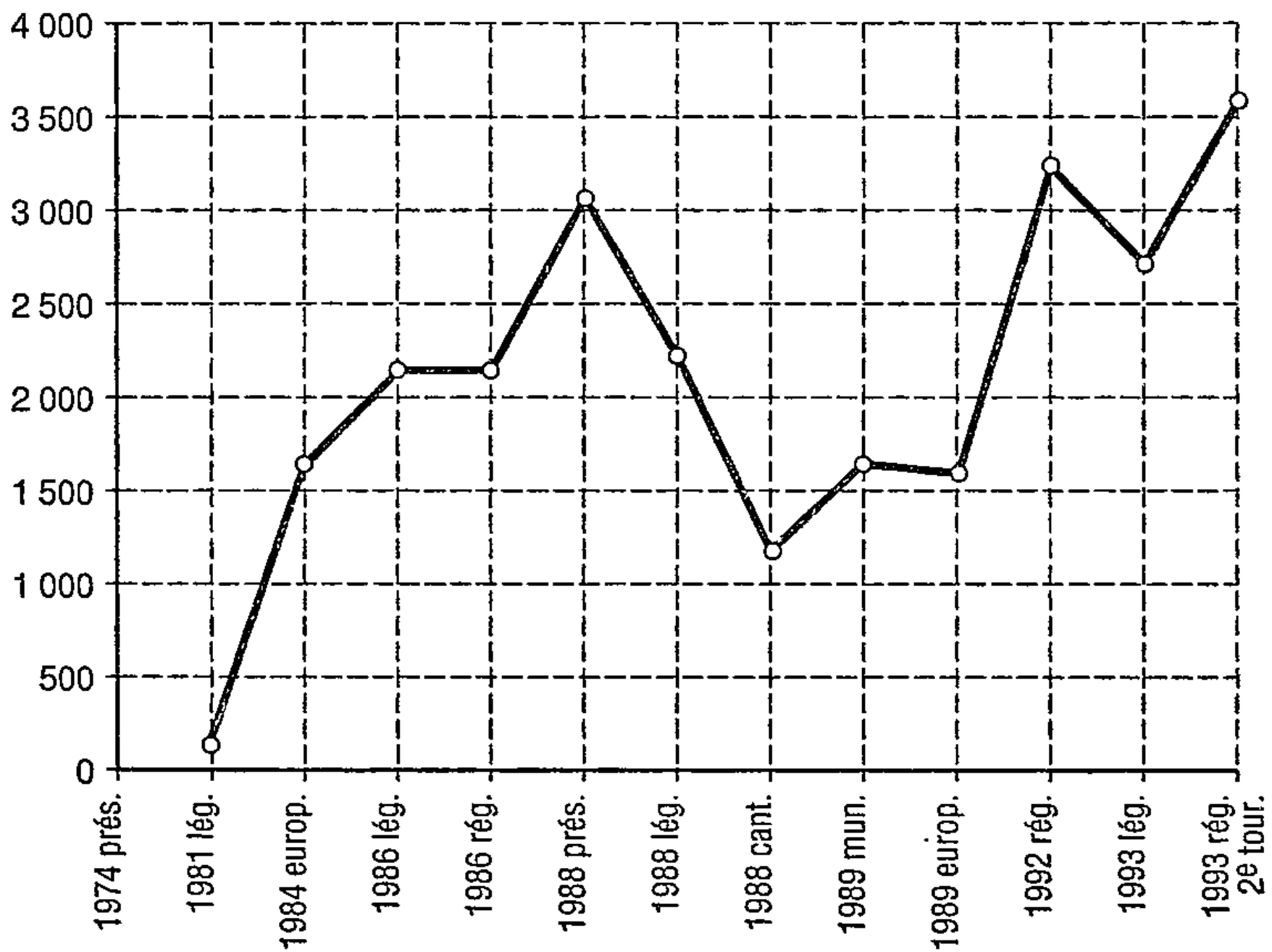
Même si l'analyse mériterait d'être approfondie aux communes voisines de Mantes, les tableaux suivants ne concernent que Mantes-la-Jolie. Compte tenu des caractéristiques du vote Front national décrites en introduction, Mantes-la-Jolie constituait un terrain privilégié pour étudier le FN.

Deux points apparaissent à la lecture de ces courbes. Premièrement, le vote FN atteint des niveaux très élevés. Ce résultat était attendu compte tenu de la logique sociale du vote FN et des caractéristiques de Mantes-la-Jolie, qui cumule les facteurs favorisant le vote Front national, forte proportion d'immigrés, commune périphérique et ouvrière, crise économique. Ces conditions structurelles ont joué dès l'émergence du Front national comme force politique importante en 1984. 1 500 à 2 000 personnes votent régulièrement pour le Front national (sur un peu plus de 19 000 inscrits) à Mantes-la-Jolie. Le Front national passe la barre des 3 000 voix lors de circonstances exceptionnelles, une élection particulièrement favorable comme la présidentielle de 1988 ou les régionales de 1992 (cf. *supra*). Deuxièmement, les évolutions sont remarquablement parallèles entre Mantes et le niveau national. Le Front national est marginal en 1981 (moins de 1 % des voix) comme au niveau national. Dès qu'il progresse, il s'exprime avec plus de force localement et, aux élections européennes de 1984, il obtient un peu moins de 20 % des voix sur la commune de Mantes-la-Jolie contre 11 % nationalement. Cet écart de dix points se maintient à peu près de façon stable sauf lors des élections les plus locales. On sait que, lors des élections locales (cantonales 1988 et municipales 1989), le pourcentage des voix obtenues par le Front national diminue nettement à cause du manque d'implantation du Front sur certaines parties du territoire et, par exemple, dans

GRAPHIQUE 1. — COMPARAISON VOTE FRONT NATIONAL FRANCE/MANTES-LA-JOLIE



GRAPHIQUE 2. — VOTE FN MANTES-LA-JOLIE. NOMBRE DE VOIX



des petites communes lors des municipales. A l'inverse, lors des élections les plus favorables au Front national, les élections présidentielles, l'écart se réduit légèrement. Enfin, lors des élections législatives de 1988 et 1993, cet écart se maintient autour de 11 points. L'évolution presque parallèle de la courbe nationale et de la courbe locale indique que le comportement électoral de la commune, si tant est que cet agrégat ait un sens, suit les grandes tendances nationales, y compris pour le vote Front national. Il n'y a pas d'envolées irrésistibles du Front national, et donc d'évolution atypique. L'effet localité joue en termes de structure sociale et de jeu local, mais il semble relativement stable dans le temps.

Un écart spectaculaire à cette évolution parallèle intervient lors des élections régionales de 1992. Le vote Front national atteint des sommets, plus de 31 % contre 13,90 % nationale-ment. On enregistre la même progression pour le nombre de voix puisque le Front national passe la barre des 3 000 voix. Il est difficile de ne pas imaginer que les événements dramatiques qui ont secoué Mantes-la-Jolie en mai et juin 1991, à savoir la mort en détention provisoire d'un jeune habitant du Val-Fourré, puis la mort d'une fonctionnaire de police et d'un autre jeune, n'ont pas profondément bouleversé la commune. Ces événements ainsi que la médiatisation qui a suivi ont contribué à faire de Mantes-la-Jolie le symbole des problèmes des banlieues. Dans les journées qui ont suivi, les services du logement ont reçu un afflux de demandes pour quitter Mantes-la-Jolie. Ces événements ont provoqué un véritable traumatisme collectif. Dans la première partie des années quatre-vingt, Mantes-la-Jolie a longtemps été présentée comme la vitrine des politiques de réhabilitation et des politiques de la ville. Ces événements ont sonné la fin des illusions et se sont accompagnés d'une dramatisation des enjeux locaux. Plus personne ne pouvait ignorer les difficultés du Val-Fourré, beaucoup s'en sont effrayés. L'écroulement du PS (12,56 %) et la nouvelle percée du Front national sont probablement à relier à ces événements et ont été interprétés localement comme tels. Ces événements dramatiques locaux ont contribué sans doute à modifier les comportements électoraux. Dans cette ville de gauche, le PS et le PC font des scores catastrophiques aux élections régionales de 1992 sans que la droite locale en profite vraiment. Le Front national apparaît alors comme le grand vainqueur et beaucoup s'attendent à ce que la députation puis la mairie en 1995 passent aux mains du Front national.

Pourtant, aux élections législatives de 1993, le candidat du Front national réalise à nouveau un bon score avec 25,79 % des voix au premier tour, et Mantes-la-Jolie retrouve une évolution parallèle à l'évolution nationale, mais il ne franchit pas la barre des 3 000 voix et surtout il est devancé au premier tour par le candidat RPR. Au second tour, le FN obtient un peu plus de 40 % des voix, ce qui constitue un record pour lui, mais qui est malgré tout en deçà des espoirs créés en 1992. Deux raisons peuvent être avancées. Tout d'abord, les conditions exceptionnelles des années précédentes ont disparu. Dans une certaine mesure, la mobilisation collective qui a suivi les événements de 1991 a contribué à empêcher une dégradation sur le quartier. Les tensions, toujours vives, ont cependant plutôt eu tendance à décroître. Le Front national n'a donc pas bénéficié de circonstances exceptionnelles où la peur et l'insécurité étaient au plus haut. Deuxièmement, et cela constitue un changement majeur, il y a

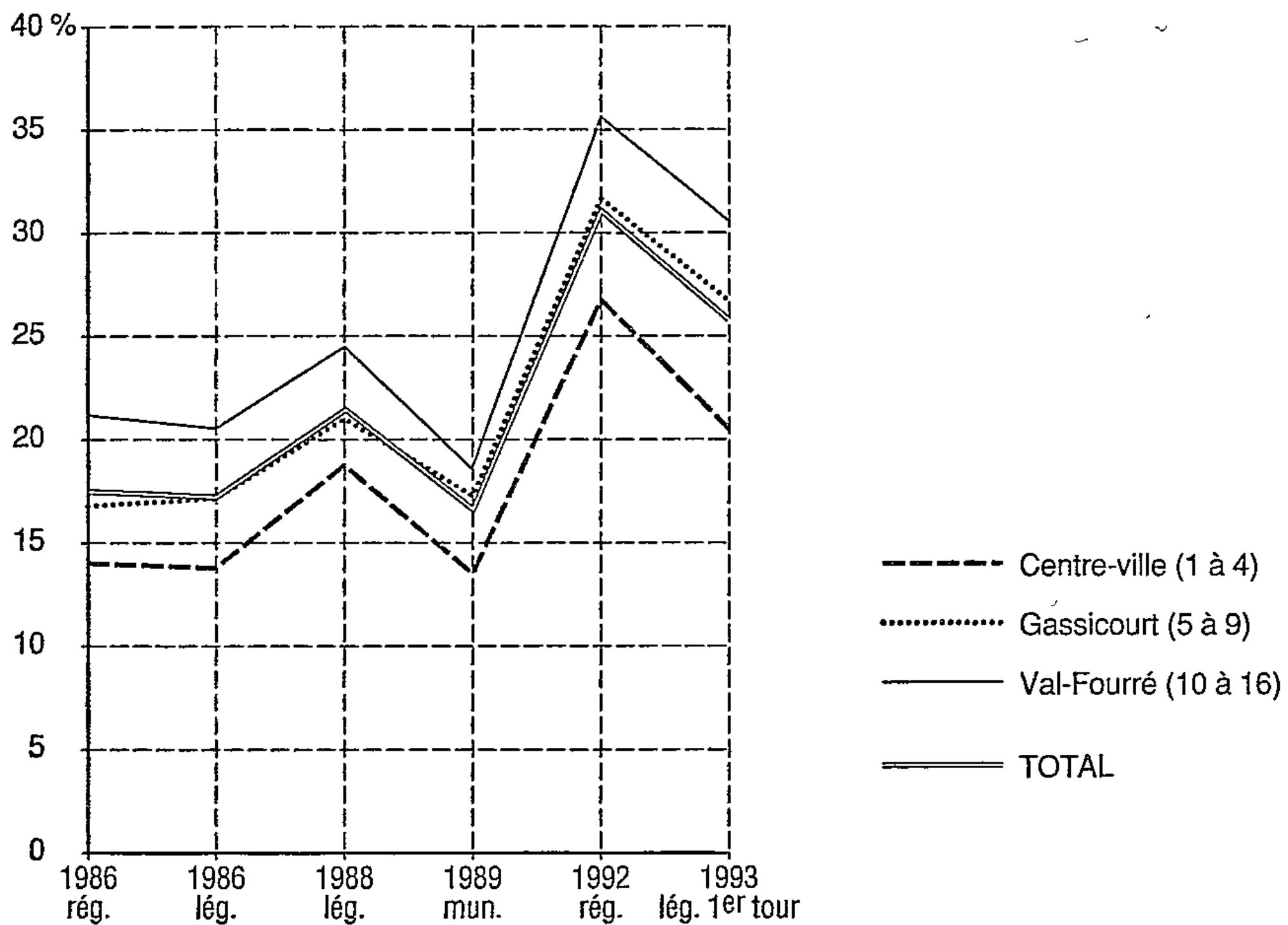
eu une modification de l'offre politique, à savoir le parachutage d'un nouveau candidat pour l'Union pour la France (UDF-RPR). En effet, la droite, à Mantes-la-Jolie, ne s'était jamais vraiment remise de la défaite de Jean-Paul David. Elle était par ailleurs profondément divisée. L'un des hommes forts, Jean-Paul Simon, président de la CCI de Versailles et conseiller régional RPR, ne s'est pas présenté, compte tenu d'oppositions locales. Les autres leaders de la droite étaient également divisés et faiblement organisés et n'étaient pas des personnalités de premier plan. Aux élections municipales de 1989, une partie de la droite vend son âme au diable et s'allie avec le Front national, ce qui permet alors au maire sortant Paul Picard de garder sa mairie d'extrême justesse, grâce aux voix de centristes du centre-ville. Pour les législatives de 1993, le RPR avait décidé de passer à l'action. En effet, depuis quelques années, le RPR poursuit son implantation dans les Yvelines, où son leader Frank Borotra espère bien venir à bout du président du conseil général Paul-Louis Tenailon. Il était clair pour tous que le député sortant PS à Mantes, Bernard Schreiner, était dans une position difficile. Localement, la droite se divisait entre deux figures locales : Serge Ancelot, indépendant, un chef d'entreprise actif dans les cercles patronaux et maire d'une petite commune avoisinante, et Max Benhaim, un ancien inspecteur de l'Éducation nationale possédant des commerces à Mantes. Ces deux figures locales ne suscitaient pas l'enthousiasme. Le RPR, en accord avec Simon, a donc parachuté un jeune sujet du RPR, Pierre Bédier, bloqué dans ses ambitions à Poissy et qui contraste avec le reste de la droite locale. Au terme d'une campagne active, il a fait l'unanimité et s'est affirmé comme le nouveau leader local. Il a marginalisé les deux autres candidats et notamment Serge Ancelot qui visait la mairie de Mantes et qui ne gagne que 500 voix au premier tour contre plus de 3 000 (28,02 %) voix à Pierre Bédier. Leader incontesté de la droite, il devance le candidat du Front national au premier tour et s'impose au second aisément.

Ce changement du côté de l'offre politique est un facteur essentiel pour expliquer le bon score de la droite et le score moins élevé que prévu du Front national. L'analyse du vote par bureaux de vote semble confirmer cette analyse. On voit notamment que c'est dans les bureaux du centre-ville que le retrait du candidat Front national a été le plus accentué. Cela va dans le sens des caractéristiques du vote Front national précisées en introduction. Il semble qu'à Mantes-la-Jolie le candidat Front national ait bénéficié d'une radicalisation de l'électorat de droite, radicalisation accentuée par l'absence de leaders locaux de la droite et par les événements de 1991. Le retour à une situation normale avec la présence d'un candidat de droite semble avoir encouragé bon nombre d'électeurs à regagner le camp de la droite. On retrouve les caractéristiques de l'électorat bourgeois plus fluctuant du Front national.

L'évolution du vote Front national par bureaux fait apparaître des éléments complémentaires. Mantes-la-Jolie est divisée en trois secteurs (centre-ville, Gassicourt et Val-Fourré) et quinze bureaux de vote.

On aurait pu imaginer non seulement des comportements différents de chacun des secteurs considérés, mais également des évolutions différentes dans le temps. Si les différences entre les trois secteurs sont bien marquées et largement explicables par les structures sociales de

GRAPHIQUE 3. — VOTE FRONT NATIONAL À MANTES-LA-JOLIE PAR SECTEURS (EN %)



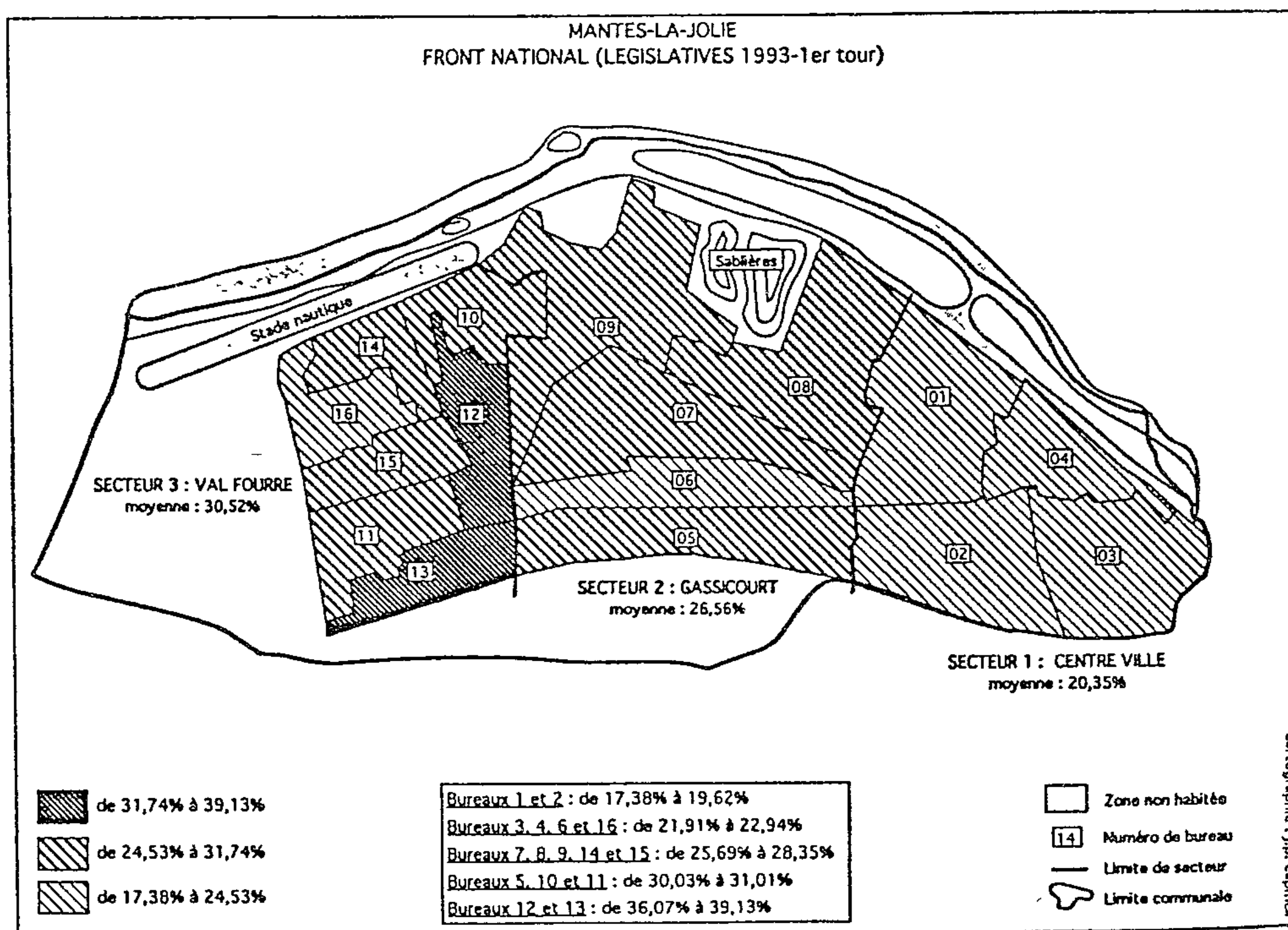
ces quartiers, l'évolution dans le temps est assez remarquablement parallèle. Seul le secteur de Gassicourt fluctue légèrement tantôt dans un sens tantôt dans l'autre. Il n'y a ni augmentation des écarts de vote Front national entre les différents quartiers, en particulier au Val-Fourré comme certains discours alarmistes le prévoient, ni réduction de l'écart comme les discours pessimistes pourraient le laisser croire. Les écarts sont moins marqués lors des élections municipales de 1989, et plus marqués lors des régionales de 1992, soit lors des oscillations les plus fortes des courbes. L'écart entre le pourcentage des voix obtenues par le Front national au Val-Fourré et à Mantes-la-Jolie est relativement stable autour de quatre points, sauf pour les municipales de 1989, où le Front national réalise un mauvais score (par rapport à ses chiffres habituels à Mantes) et où l'écart se réduit à deux points. Sur plusieurs indicateurs, les élections municipales apparaissent atypiques, ce qui confirme leur spécificité et leur importance dans le système français, y compris à Mantes-la-Jolie, y compris pour les électeurs du Val-Fourré.

Les résultats montrent ici une relation directe entre le pourcentage d'immigrés et le vote pour le Front national. C'est bien au Val-Fourré que le vote Front national est toujours le plus important. Il y obtient presque toujours plus de 20 % des voix et 35 % lors des régionales de 1992. A l'inverse, au centre-ville où résident les catégories sociales moyennes et supérieures de Mantes, le vote pour le Front national atteint quand même régulièrement près de

20 % des voix. Même si l'écart entre les différents secteurs est significatif, il serait erroné d'accabler le quartier du Val-Fourré pour le vote Front national, qui atteint des scores élevés dans l'ensemble de la commune, mais aussi dans l'agglomération et plus largement dans la vallée de la Seine (Seine aval). Notons quand même que l'écart entre le Val-Fourré et le centre-ville en termes de pourcentage de voix pour le Front national, qui était généralement autour de 8 points, a dépassé les 10 lors de la dernière consultation. Cet écart s'explique non pas par un vote particulièrement élevé pour le Front national au Val-Fourré, mais par un vote plus important pour le candidat de droite, et un peu moins important pour le Front national en centre-ville. Cela renvoie à l'apparition d'un nouveau candidat de droite.

La carte suivante fait apparaître les résultats pour 1993. L'évolution parallèle des différents quartiers dans le temps fait que nous nous concentrons sur les dernières élections.

LE VOTE FRONT NATIONAL PAR BUREAUX



La carte montre bien la séparation entre les trois secteurs. Plus on s'approche du Val-Fourré, plus le vote Front national s'accroît. Si le secteur centre-ville apparaît bien homogène, celui de Gassicourt l'est aussi, à l'exception du bureau 5. En revanche, la carte par

bureaux nous permet de faire apparaître des différences au sein du Val-Fourré. Alors que le Val-Fourré constitue de l'extérieur une entité homogène, car vue le plus souvent en termes de rejet, on peut voir de sensibles différences de comportement électoral qui nous encouragent à revoir l'agrégat Val-Fourré. Cela rejoint d'autres observations que nous avons faites par ailleurs. Au sein du Val-Fourré, il existe des différences importantes en fonction des logeurs (les tours de l'IRP où sont les populations les plus défavorisées). On trouve encore des catégories classes moyennes au sein du Val-Fourré, mais pas partout, et des propriétaires. Les différences de nationalité jouent également un rôle dans ces divisions ainsi que les dynamiques internes de chacun des sous-quartiers.

En termes de comportement électoral, on s'aperçoit, par exemple, que le bureau 16 (autour du groupe scolaire Cézanne) vote pratiquement comme le centre-ville. Il est difficile de mettre en avant un facteur décisif pour expliquer ce comportement différent. A l'inverse, les bureaux 12 et 13 sont caractérisés par un pourcentage nettement plus élevé de votes Front national. Faut-il y voir un simple effet de périphérie au sein même du Val-Fourré ? Ceux qui seraient au bord de ce quartier de 25 000 habitants seraient les plus en opposition et voteraient davantage pour le Front national ? Ces deux quartiers ont connu des scores très élevés pour le Front national aux élections régionales de 1992 (48 % et 38 %) et ils donnent tous les deux la majorité au candidat Front national lors du second tour des élections législatives de 1993. Notons que ce sont deux quartiers où les populations sont peut-être, en termes relatifs, les plus favorisées au sein du Val-Fourré et en même temps voisins des sous-quartiers les plus défavorisés. Ils souffrent de ce voisinage tant en termes de vie quotidienne que d'image de marque. Notre démarche est ici purement empirique puisque nous cherchons des explications localisées à des évolutions électorales originales. Ainsi, pour le bureau 12, il est intéressant de souligner que des ensembles de logements ont un statut à part au sein du Val-Fourré. Ainsi, les immeubles de la SOVAL sont caractérisés par un fort pourcentage de propriétaires (la moitié) et les locataires sont sélectionnés soigneusement par l'organisme logeur. Autour de la rue Bretonneau, les organismes OPIEVOY et FFF trient leurs locataires et y mettent ceux dont la situation est plutôt meilleure. A l'inverse, dans d'autres sous-quartiers du Val-Fourré, ces mêmes organismes pourront y mettre les populations plus défavorisées. De nombreux fonctionnaires (travail social, enseignants) habitent précisément dans ce quartier. On trouve également une partie d'ouvriers de chez Renault. Ces caractéristiques sociales sont également vraies en partie pour le bureau 13. De façon un peu grossière, on peut dire que la géographie sociale du Val-Fourré suit la logique à l'œuvre dans le reste de la ville. Les populations les plus défavorisées se retrouvent les plus au nord-ouest (bureau 14) du quartier. Les populations relativement plus favorisées au sein du quartier, où l'on retrouve notamment plus de propriétaires et de fonctionnaires, sont localisées en bordure du Val-Fourré. Ce sont ces deux quartiers où le vote en faveur du Front national est le plus élevé.

Pour le bureau 13, sans qu'il nous soit possible d'avancer une explication locale irréfutable, un événement mérite d'être souligné. En 1980-1981 et sur la demande d'habitants du quartier, il fut décidé de construire une mosquée (*cf. carte*). Cette décision fut autorisée par la

mairie PS qui accorde le permis de construire. La droite locale n'a pas pu s'y opposer compte tenu de la position publique télévisée de soutien à la mosquée de Mantes prise par le président Giscard d'Estaing. Le PC s'était alors montré extrêmement réservé sinon opposé, mais le projet s'était surtout heurté à une opposition farouche des résidents à l'entour, notamment rue Papin. Une partie des résidents, dont certains se sont organisés au nom de l'écologie, étaient des pieds-noirs ouvriers possédant un pavillon. Leur opposition fut vigoureuse en arguant notamment du fait que les maisons risquaient de perdre de la valeur du fait de l'existence de la mosquée. La mosquée a été construite. Le bureau de vote 13 qui englobe la mosquée et ses alentours est rattaché à un quartier avec moins de chômeurs, plus de catégories moyennes et de propriétaires. La construction de la mosquée a sans doute joué dans le pourcentage très élevé de votes en faveur du Front national.

Au sein du Val-Fourré, même si les frontières des découpages ne se recoupent pas exactement, il apparaît qu'il n'y a pas de relations directes à l'échelle des sous-quartiers entre le pourcentage d'immigrés (corrélé avec le pourcentage de chômeurs et de jeunes) et le vote en faveur du Front national. L'explication par les difficultés de la vie quotidienne ne semble pas ici suffisante pour rendre compte du vote Front national.

TABLEAU I. — ABSTENTIONS AUX DIFFÉRENTS SCRUTINS

| | <i>Européennes 1984</i> | <i>Législatives 1986</i> | <i>Présidentielles 1988</i> | <i>Législatives 1988</i> | <i>En %</i> |
|-------------------|-----------------------------|------------------------------|---------------------------------|------------------------------|-------------|
| Moyenne nationale | 43,30 | 21,50 | 18,60 | 34,30 | |
| Mantes | 53,51 | 32,95 | 26,88 | 45,70 | |
| Mantes-centre | 43,71 | 25,75 | 21,90 | 37,98 | |
| Gassicourt | 47,68 | 28,88 | 22,61 | 41,20 | |
| Val-Fourré | 64,19 | 41,15 | 33,92 | 54,77 | |
| | <i>Européennes 1989</i> | <i>Municipales 1989</i> | <i>Régionales 1992</i> | <i>Législatives 1993</i> | |
| Moyenne nationale | 50,60 | 27,10 | 31,34 | 31,08 | |
| Mantes | 61,33 | 45,49 | 43,48 | 41,89 | |
| Mantes-centre | 51,48 | 39,09 | 36,64 | 34,19 | |
| Gassicourt | 57,63 | 40,48 | 36,57 | 36,63 | |
| Val-Fourré | 71,31 | 54,55 | 54,56 | 52,49 | |

L'abstention est en général plus forte à Mantes de 10 points par rapport à la moyenne nationale. Là encore, la stabilité dans le temps de cet écart est remarquable, sauf aux municipales de 1989. Le Val-Fourré est encore 10 points au-dessus, certains bureaux étant caractérisés par des taux d'abstention de plus de 70 %. Bien que l'interprétation de l'abstention soit toujours difficile, il semble que la plus forte mobilisation de Mantes et du Val-Fourré lors des

présidentielles et la stabilité des écarts dans le temps vont à l'encontre de la thèse de l'évolution du quartier vers une situation anémique, même si la situation sociale ne s'améliore pas.

Bien que cet aspect n'ait pas été étudié suffisamment en détails, il nous faut dire un mot du Front national comme organisation politique à Mantes. Le Front national se caractérise, semble-t-il, par une grande faiblesse en termes d'organisation. Le temps de la campagne, des renforts venus de l'extérieur viennent prêter main-forte au candidat Jean-Louis D'André. Ce candidat représente régulièrement le Front national. Avec deux jeunes, il représente la partie visible du Front national à Mantes. D'André est un ancien officier en retraite au chômage qui n'a pas réussi à retrouver d'emploi. Il ne réside pas à Mantes-la-Jolie, mais dans une petite commune résidentielle proche, Magnanville. Au Val-Fourré même, il est très difficile de repérer des traces de l'existence du Front national sauf de manière anonyme. Les tracts distribués dans les boîtes aux lettres étaient des tracts nationaux et non pas locaux. En revanche, entre 1983 et 1987, le Front national était régulièrement présent sur le marché le samedi matin avant de se faire exclure par des membres de la Ligue des droits de l'homme, le MRAP et des militants d'extrême gauche (par exemple, le SCALP, sections carrément anti-Le Pen). Depuis, le Front national n'est plus présent que pendant les campagnes. Pourtant, quelques événements comme la création de la mosquée ont marqué des mobilisations. Aussi, lorsque Talbot a licencié des ouvriers au début des années quatre-vingt, les ouvriers immigrés visés en priorité ont occupé une partie de l'usine. Des contre-manifestations ont été organisées, approuvant le licenciement des immigrés. Or, les ouvriers de chez Talbot résidaient dans le même ensemble de tours au Val-Fourré, ce qui a provoqué de fortes tensions. D'après des responsables syndicaux de Peugeot et Renault, il semble que l'influence du Front national, perceptible au cœur de l'usine, passe par des réseaux informels de sociabilité, réseaux familiaux tout d'abord, mais aussi tournois de cartes et petites réunions organisés dans des appartements privés. En développant lors de cette affaire le thème du travail aux Français, le Front national a réussi à cristalliser le soutien de certains ouvriers, en particulier dans l'automobile.

Malgré ses difficultés, le Val-Fourré n'est pas un quartier déstructuré

Dans de nombreux textes, et parfois dans la bouche des responsables gouvernementaux, on trouve l'idée que les politiques locales et la politique de la ville en général ont eu pour effet de diminuer le vote Front national. Par ailleurs, des enquêtes sur des quartiers d'une même ville ont mis en évidence l'importance du facteur localité, du système social et politico-administratif local pour expliquer des évolutions du vote Front national. En développant l'hypothèse d'une évolution de certains quartiers vers l'anomie, certains suggéraient qu'à l'inverse, dans les quartiers où l'on trouve une forte vie associative et des politiques locales d'intégration, le vote Front national risquait d'être moins élevé. En ce qui concerne Mantes-la-Jolie et le Val-Fourré, la chose la plus remarquable vient du fait que, d'une part, la ville a obtenu et mis en place un grand nombre de procédures démontrant ainsi apparemment un

souci important d'intégration du Val-Fourré, mais que, paradoxalement, si cette hypothèse est exacte, le vote Front national et l'abstention ont évolué de manière étonnamment parallèle à l'abstention et au vote Front national en France en général. Cela relativise certaines hypothèses possibles sur le rôle du développement social urbain à Mantes-la-Jolie. Comme nous allons le montrer, le Val-Fourré n'est pas un cas de quartier anémique, il existe une vie associative importante et diversifiée, même si elle a évolué. Cela conduit donc à examiner de plus près les politiques menées localement et leur effet sur l'intégration du quartier dans la ville.

La conclusion s'impose d'elle-même, quels qu'aient été leur importance ou leur intérêt, les politiques et les actions mises en œuvre n'ont pas eu d'effet sur l'évolution du vote Front national, ce qui n'était pas leur but premier. Sans vouloir passer ici en revue l'ensemble des dispositifs mis en place à Mantes, il faut souligner les handicaps structurels d'une mairie comme celle de Mantes-la-Jolie : de faibles ressources financières et un sous-encadrement pendant longtemps chronique. Ensuite, la coopération intercommunale pourtant si bien amorcée sous les auspices du district n'a pas tenu ses promesses. Mantes-la-Jolie, pour des raisons politiques diverses, dont la volonté de son maire, s'est retrouvée de plus en plus isolée pour gérer l'intégration du Val-Fourré à la ville. Le maire de Mantes-la-Jolie a plaidé pour que chacun retrouve son indépendance en matière de politique du logement. La logique du « chacun ses pauvres » a donc été soutenue par tous. Alors que le maire et une partie de son équipe étaient originaires du Val-Fourré et y avaient habité ou enseigné, alors que l'intégration du quartier a été une priorité de la mairie, alors que de nombreux dispositifs ont été mis en place, la mairie s'est retrouvée en décalage et en porte-à-faux avec le quartier à la fin de la décennie, au cours d'un processus régulier. Tous les dispositifs ont connu des problèmes de direction, de cohérence de gestion ; la mairie elle-même a fait face à de nombreux problèmes d'organisation et l'évolution générale du quartier n'a pas facilité le succès des dispositifs. Enfin, et paradoxalement, le rôle que le maire a joué auprès du ministre de la Ville a plutôt eu pour effet un désengagement de certains responsables de services extérieurs de l'État au niveau local, et notamment du premier d'entre eux. Il faudra attendre les événements de juin 1991 pour avoir une reprise en main et une mobilisation des représentants de l'État au niveau local. Sans entrer dans les détails, il existe, au sein du Val-Fourré, des services publics et des équipements, même si de nombreux manques sont à souligner. Il n'y a pas une situation d'anomie même si l'intégration du quartier au sein de l'agglomération a peu progressé au cours de la décennie. Tous les dispositifs ont connu de fortes difficultés et la réhabilitation physique importante des bâtiments est loin d'avoir résolu les problèmes du quartier.

Certains politologues ont vu alors dans la présence d'une vie associative dynamique, diversifiée et dense un facteur important de maintien d'une vie sociale minimale qui pouvait limiter, voire faire disparaître le vote FN. Au Val-Fourré, il y a eu simultanément une vie associative significative et un vote élevé pour le Front national.

Dans ses grands traits, l'histoire sociale du Val-Fourré n'est pas fondamentalement diffé-

rente de celle de la plupart des quartiers présentés aujourd'hui comme « difficiles », « sensibles », « en crise », même si certains événements ont profondément marqué ce quartier. On peut distinguer trois périodes, qui renvoient à trois phases importantes de transformation du quartier et de la vie associative.

Les années soixante-dix : un nouveau quartier à construire

Lorsque les premiers appartements sont livrés, le Val-Fourré représente, pour la population de Mantes, la possibilité d'habiter un quartier moderne appelé à devenir rapidement le véritable cœur de la ville. De nombreuses couches moyennes, même supérieures, s'y installent et espèrent participer à la naissance d'un nouveau quartier. Pour les couches sociales plus modestes, c'est la possibilité d'accéder au confort, d'être locataire d'un appartement spacieux. La population immigrée est déjà présente, mais ne représente pas la majorité des habitants. Nous sommes au début des années soixante-dix, le Val-Fourré se caractérise par une diversité sociale, la vie associative se met en place. Cette période durera jusqu'à la fin des années soixante-dix. On trouve alors trois types d'associations :

- les associations politiques, présentes sur le logement et animées surtout par l'extrême gauche ;
- des associations représentant les différentes nationalités (Amicale des Algériens, des Marocains, etc.) contrôlées par les différents gouvernements ;
- enfin, les associations plus traditionnelles, thématiques, intervenant dans le domaine du sport, des loisirs et, de façon plus marginale, de la culture.

Parmi les couches sociales moyennes françaises, on trouve, d'une part, tout un groupe pour qui habiter au Val-Fourré représente aussi un acte militant, et, d'autre part, un autre ensemble beaucoup plus important qui y voit surtout une amélioration de ses conditions de vie. Ce sont les personnes du premier groupe, comme Tiennot Grumbach, par exemple, qui sont bien sûr les plus actives et qui sont à la base de la vie politique et associative de cette première période du Val-Fourré. On les retrouve dans les partis d'extrême gauche, au Parti communiste, à la CGT et à la CFDT. Il s'agit donc d'un militantisme plus politique que strictement associatif ; d'ailleurs, les associations agissant dans le secteur culturel ne sont pas très nombreuses. Les partis politiques sont représentés par des personnes vivant dans le quartier où se trouvent aussi les antennes des partis. Parallèlement, la présence de militants catholiques permet la mise en place des initiatives liées à la prévention des jeunes ; c'est le cas de l'ACJAM, cofondée par des cadres chrétiens, des ingénieurs.

Les étrangers, peu nombreux, sont représentés par des associations qui ne cherchent pas à s'impliquer dans la vie du quartier, et se limitent à la représentation des différentes communautés, à leur culture (cours d'arabe). Il s'agit surtout d'adultes travaillant, attachés à leur communauté et espérant un retour au pays. Les associations étrangères étaient souvent le prolongement de leur gouvernement.

Durant cette période, le quartier n'est pas coupé du centre-ville et beaucoup de manifes-

tations culturelles se passent indifféremment dans le centre ou au Val-Fourré, où les lieux d'animation ne manquent pas : on y trouve des cinémas, et même une boîte de nuit qui fonctionne comme n'importe quel club privé. Les échanges avec le centre sont très fréquents, les bars y sont ouverts tard et fréquentés par la population du Val-Fourré. Le Théâtre du Mantois et le centre culturel sont particulièrement actifs, les spectacles sont nombreux et de qualité.

Au total, cette première période se caractérise par les éléments suivants :

- diversité sociale, avec une frange très militante parmi les couches moyennes ;
- vie associative vivante et structurée ;
- présence des partis politiques ;
- faible ségrégation spatiale ;
- population immigrée adulte intégrée par le travail ;
- représentation positive du quartier et projet collectif de le faire vivre ;
- des services privés.

1982-1987 : émergence du mouvement « beur », essor des associations et développement social.

Les premiers signes de la stigmatisation

A la fin des années soixante-dix, la situation commence à changer. Les conditions économiques et sociales moins favorables, l'apparition d'un nombre croissant de jeunes sortis sans formation du système scolaire, d'autant plus frustrés que leur origine maghrébine commence à constituer un lourd handicap à l'embauche de plus en plus sélective, l'arrivée massive d'une population d'Afrique noire et du Maghreb parallèlement au départ progressif des couches moyennes contribuent à donner une tout autre physionomie au quartier. La période 1981-1987, prise entre la première période des années soixante-dix caractérisée par la construction du nouveau quartier et la période plus récente de la fin des années quatre-vingt où la banlieue devient synonyme de quartiers en crise et de violence, est marquée par l'apparition du mouvement « beur » et la politique de la ville, parallèlement au renforcement de la spatialisation des inégalités sociales.

De nombreux éléments vont se combiner et caractériser la période 1982-1987. La gauche arrive au pouvoir au moment où la jeune « génération beur » commence à se manifester et à exprimer un mécontentement et une envie de participation à la gestion des quartiers. Ce mouvement beur se manifeste vraiment au niveau national quelques années plus tard lorsque des agressions racistes conduisent à des marches et des mobilisations de toutes sortes. Face à cette montée de la tension sociale dans de nombreux quartiers, les socialistes lancent la politique de ville, politique qui se traduit par la mise en place des dispositifs DSQ, puis DSU. Cette envie de mobilisation et de prise en charge du développement des quartiers par les habitants est favorable aux associations. Cependant, à la différence des années soixante-dix, la plupart des associations et des mouvements qui voient le jour dans les banlieues durant cette période sont essentiellement investis par les jeunes Beurs qui revendiquent une égalité,

une citoyenneté au regard de leur place spécifique dans la société française, et non plus par les couches moyennes françaises qui, de toute façon, quittent massivement le quartier. A un militantisme associatif des classes moyennes succède un militantisme très lié aux Beurs. A partir de 1981, les immigrés obtiennent le droit de créer des associations qui relèvent du même droit que les autres, sans en référer systématiquement au ministère de l'Intérieur. Cela insufflé une dynamique à la vie associative des immigrés. On assiste alors à un déplacement du débat sur les banlieues, avec, au centre des actions et des « problèmes », les jeunes Beurs, qui se retrouvent sur le devant de la scène sociale, médiatique et politique. La deuxième génération du début des années quatre-vingt s'investit dans le tissu associatif et parfois s'y professionnalise, à la différence des plus jeunes générations des années quatre-vingt-dix, beaucoup plus touchées par la « galère », l'exclusion et la « haine » conduisant à un rejet ou une indifférence vis-à-vis du jeu institutionnel. L'effet pervers à la fois de la médiatisation du mouvement beur et de sa forte présence dans les associations et dans le discours sur le développement social est d'amplifier un sentiment d'oubli et d'isolement des familles françaises restées dans les quartiers les plus disqualifiés socialement. La relégation est vécue d'autant plus durement qu'elle se trouve amplifiée par ce sentiment d'être minoritaire « chez soi », suite au départ des familles « françaises », de ne pas se reconnaître dans le mouvement beur qui domine la vie associative, de subir la stigmatisation du quartier. Les familles françaises restées dans ces quartiers sont aussi les plus démunies culturellement et économiquement et les premières touchées par la crise. Désarmées face à une situation qu'elles ne peuvent pas décrypter, le vote FN qui fait des immigrés les responsables de leur situation insupportable devient d'autant plus facilement l'ultime recours et l'expression d'un désarroi profond que les partis politiques traditionnels s'effacent.

Le Val-Fourré représente d'une certaine façon un idéal-type du processus décrit précédemment. L'euphorie qui suit l'élection de François Mitterrand à la présidence de la République relance les thèmes de la démocratie locale, de l'expression des habitants, on compte sur la gauche pour permettre à des populations jusque-là restées dans l'ombre de la société française d'accéder à la citoyenneté. Ce mouvement sera d'autant plus fort que les problèmes des banlieues (dégradation de l'habitat, petite délinquance, échec scolaire, drogue, etc.) commencent à se manifester et que beaucoup de « grands frères » voient dans la participation et la prise en charge de la vie du quartier une possibilité d'enrayer ce phénomène. L'association « Vivons ensemble » sera l'expression du dynamisme associatif de cette époque ; elle touche alors les jeunes et les moins jeunes, son champ d'investigation dépasse le quartier. « Vivons ensemble » intervenait surtout comme expression d'une volonté collective de prendre en charge le devenir du quartier et de rassembler les habitants autour de ce projet. Cette association exprimait les aspirations des habitants, surtout des plus jeunes qui avaient grandi là, à ne pas être pris en charge par des institutions, des structures qu'ils ne contrôlaient pas. C'est aussi à cette période (fin 1984) que le DSQ est relancé après sa création au sein de l'AUMA (l'Agence d'urbanisme) en 1982 et son transfert au Val-Fourré en 1983, avec une équipe proche des habitants et attachée au principe de citoyenneté locale à travers la réelle participation des

habitants au développement de leur quartier. Ces deux éléments fondamentaux ont contribué à la forte reconnaissance du DSQ entre 1986 et 1988. Aujourd'hui, Suzanne Rosenberg et Daniel Béhar sont cités avec nostalgie par les militants des associations de cette époque. C'est aussi la période au cours de laquelle sont organisées de grandes manifestations culturelles et musicales (Mantorythme, les Nuits d'un été, etc.) qui auront un écho bien au-delà du Val-Fourré avant 1986. Ce sont aussi d'autres petites associations qui développent des activités dans le domaine de l'accompagnement scolaire par exemple, autour d'une structure interassociative importante comme EIAPIC.

Plusieurs éléments contribueront à casser cette dynamique :

- l'association « Vivons ensemble » ne sut pas maîtriser complètement sa croissance. Sollicités de toutes parts, légitimés localement, et nationalement, les principaux leaders ont été débordés et l'association est morte de son succès. Avec la fin de « Vivons ensemble », c'est aussi le « rêve » d'une prise en charge par les habitants de la vie de leur quartier qui disparaît. Toute la vie associative locale souffrira de cet échec ;
- les actions menées dans le cadre du DSQ n'aboutissaient pas toutes et les habitants commençaient à douter de sa capacité à contribuer véritablement aux transformations du quartier.

Les difficultés rencontrées par le DSQ pour travailler avec la ville n'arrangeront pas les conditions difficiles de fonctionnement de ce dispositif. Il ne sera jamais reconnu comme un véritable service municipal transversal par le personnel et certains élus. La majorité du personnel municipal ne comprenait pas comment fonctionnait le DSQ, sa vocation transversale était plutôt perçue comme un facteur de remise en cause des modes traditionnels de travail, ce que tous n'étaient pas prêts à accepter dans les différents services municipaux.

Au début de cette période, le départ des ménages français de conditions sociales moyennes se poursuit essentiellement vers des zones pavillonnaires proches (Magnanville et Le Breuil à Mantes-la-Ville étant les plus importantes). Ce départ est aussi pour beaucoup le moyen d'accéder à la propriété. C'est aussi durant cette période que la municipalité, mais de façon encore plus nette les politiques commencent à ne plus occuper le terrain, renforçant par là même ce sentiment de laissé-pour-compte chez les catégories sociales qui ne peuvent pas quitter le Val-Fourré. Le PC et le PS se font de plus en plus absents, alors que la droite n'a jamais investi le quartier.

Deux événements importants vont contribuer localement à renforcer le FN. D'une part, la construction de la mosquée dans le quartier Denis-Papin et, d'autre part, la vague de licenciements chez Talbot. Dans le premier cas, le FN trouve une occasion de « diaboliser » la présence de l'islam dans un quartier où habitent aussi des petits propriétaires déjà sensibles au discours sécuritaire. Depuis 1984, on a vu l'émergence d'une nouvelle mosquée fondamentaliste dans des locaux aménagés dans des caves du quartier Fragonard. Elle rassemble notamment des préretraités ouvriers de chez Talbot. Dans le second cas, le FN dénonce la procédure et met en avant l'idée « les Français d'abord », et donc la nécessité de les protéger prioritairement des licenciements.

Au total, cette période des années 1982-1987 est caractérisée par un processus contradictoire où, d'une part, on assiste à l'émergence d'associations dynamiques, fortement impliquées dans la vie du quartier et militant pour l'expression des habitants, prêtes à collaborer avec les institutions du développement social qui prennent de plus en plus d'importance et, d'autre part, peu à peu, on voit le quartier ressembler de plus en plus à un « ghetto », c'est-à-dire concentrer une population de plus en plus homogène socialement et culturellement, se dégrader et se couper du reste de la ville par un renforcement de la stigmatisation du Val-Fourré qui devient le quartier des immigrés en phase de dégradation.

Depuis 1987: dégradation du climat social, essoufflement de la vie associative, échec du développement social

Le fait majeur est le renforcement de la crise qui se traduit par des difficultés d'insertion professionnelle d'autant plus importantes que beaucoup de jeunes du Val-Fourré sont doublement pénalisés à l'embauche, par leur faible niveau scolaire et leur origine, rappelée par le patronyme et le physique. Des groupes de jeunes vivent la « galère » avec un tel sentiment de frustration et de haine que détruire, même son quartier ou sa propre personne, devient banal. La dégradation des lieux qui en découle ainsi que la violence des rapports sociaux créent un climat social tendu propice aux emportements de personnes déjà exaspérées par leur propre situation sociale.

Parallèlement, on assiste à un essoufflement des associations pour des raisons que nous avons déjà indiquées. C'est aussi la remise en cause de la politique de la ville, vécue sur le quartier comme l'incapacité du DSU, de la ZEP et de l'ensemble des dispositifs sociaux à changer fondamentalement la vie du quartier. De plus en plus de militants et d'habitants mesurent les limites d'une telle politique présentée comme du « colmatage social ». Plus de souffle pour relancer l'activité associative, discrédit et rejet des institutions du développement social, élus politiques désorientés ou absents, renforcement du sentiment de frustration chez beaucoup de jeunes, dégradation du quartier, voilà une situation qui laisse peu de place pour l'élaboration de projets collectifs et l'établissement de rapports sociaux conviviaux. C'est aussi à ce moment que les médias s'emparent, souvent sur un mode sensationnaliste, du thème des « banlieues en crise », alors qu'un jeune adolescent meurt dans un commissariat de Mantes-la-Jolie. Ces événements finissent de forger la réputation du quartier du Val-Fourré comme îlot sensible, quartier à risque, en faisant la une de la plupart des quotidiens et journaux télévisés. Mantes-la-Jolie est synonyme de violence urbaine. La situation dans les collèges ne s'améliore pas, agressions d'enseignants et casse de véhicules renforcent le malaise général à travers la concentration, dans les mêmes établissements, des élèves entretenant un rapport difficile à l'école.

Face à cette situation, ne supportant plus l'environnement en général et le stigmate que procure le fait de vivre au Val-Fourré, les familles les moins disqualifiées socialement quittent

le quartier. On retrouve donc au Val-Fourré les familles françaises les plus en difficultés qui s'en remettent d'autant plus facilement à la forte présence des immigrés pour expliquer « cette merde » qu'elles se sentent prisonnières d'un quartier qui ne leur appartient plus. Les autres familles françaises qui s'y installent n'ont pas d'autres choix, elles vivent leur installation au Val-Fourré comme une situation d'attente et une contrainte. Pour une part, il s'agit aussi des ménages qui n'ont pas pu faire face à leur dette en accédant à la propriété et qui ressentent leur retour au Val-Fourré comme une humiliation, un échec amplifié par le stigmata du quartier. Chez les commerçants, l'obsession sécuritaire domine. Les plus récemment installés dans le quartier de Gassicourt ont l'impression d'un gâchis. Ils ont investi au moment où l'image du quartier n'était pas dégradée et ne supportent pas de voir fondre leur clientèle avec l'installation du collège. Les vols et les agressions en ont conduit plus d'un à se rapprocher du FN, et parfois à s'armer. Tout un discours très sévère sur l'aide sociale aux immigrés se développe, les politiques de développement social sont perçues comme autant de moyens pour les immigrés d'obtenir de l'argent, alors qu'ils « profitent largement d'allocations et de subventions ». On retrouve, par exemple, ce type de discours chez des travailleurs sociaux travaillant au Val-Fourré.

Simultanément, les jeunes et la population en général remettent en cause la politique de développement social des quartiers. Les rapports avec la population deviennent de plus en plus délicats lorsqu'il s'agit d'une initiative institutionnelle et politique. De façon plus profonde, on assiste à une délégitimation des institutions dont l'école et la municipalité sont les premières à souffrir. Les plus jeunes s'en remettent à leur dignité et leur honneur et disent « vouloir s'en sortir tout seul ».

Même si le tissu associatif s'essouffle, il ne disparaît pas complètement, loin de là. De nombreuses associations continuent de mener des activités sportives, culturelles et périscolaires; d'autres, moins nombreuses, tentent aussi d'intervenir dans le domaine du logement. Cependant, à la différence des années soixante-dix, on ne peut plus parler vraiment d'une dynamique associative portée par une large population, susceptible d'assurer une forte cohésion sociale à travers des projets d'habitants. Depuis quelques années, une association comme « Actions Val-Fourré » tente de relancer la vie locale en mettant en avant la parole des habitants contre celle des institutions. Rebaptisée « Actions Mantes-la-Jolie », cette association très ambitieuse essaie de réinvestir le terrain pourtant très éclaté. Cependant, même si le tissu associatif s'essouffle, il a toujours été présent, c'est sans doute pour cette raison aussi que des associations nationales comme France plus ou, plus nettement encore, SOS-Racisme n'ont jamais réussi à s'implanter au Val-Fourré, malgré des tentatives. Ici, ils trouvaient des associations locales structurées, leur idée d'intervenir sur un terrain vierge avec leurs candidats ne pouvait pas fonctionner. La capacité des associations du quartier à rester indépendantes avec des forces et des actions locales a fait qu'aujourd'hui encore elles sont plus présentes et actives que dans beaucoup d'autres quartiers. En effet, si les grandes associations structurantes se sont essoufflées, le nombre de petites associations est beaucoup plus important qu'auparavant. Elles se sont tournées essentiellement vers les enfants, activités périscolaires,

contre l'analphabétisme (femmes africaines, par exemple), et jumelages avec le pays d'origine avec l'idée d'échange et non pas de retour vers le pays d'origine. Les associations caritatives sont en général gérées par des personnes qui n'habitent pas à Mantes-la-Jolie.

Le cas du Val-Fourré à Mantes-la-Jolie montre que la montée du Front national trouve ses origines dans un contexte social plus général où s'entremêlent des phénomènes complexes tels que le chômage, l'échec scolaire, la politique de la ville, la médiatisation des banlieues, la ségrégation sociale et spatiale, les processus identitaires et culturels, etc. Face à l'importance de tous ces facteurs, la vie associative dans les quartiers les plus relégués socialement apparaît comme un élément secondaire, en tout cas incapable d'enrayer l'évolution d'un tel phénomène. Elle a sans doute été déterminante dans le « contrôle » d'une situation qui aurait pu être beaucoup plus explosive, mais elle ne pouvait pas agir sur des causes qui la dépassaient. D'autres cas de quartiers avec une vie associative beaucoup moins riche que celle du Val-Fourré nous montrent d'ailleurs que le FN n'y est pas beaucoup plus fort. En revanche, il s'agit de quartiers qui ont connu la même évolution que le Val-Fourré quant aux principales caractéristiques décrites dans les trois phases et qui se traduisent par une spatialisation renforcée des inégalités sociales. Le quartier des Tours Aillault à Nanterre et des quartiers HLM aux Mureaux en sont deux exemples parmi d'autres.

La multiplication des dispositifs de développement social et l'absence de résultats ont conduit une population reléguée à ne plus supporter « autant d'argent et d'efforts pour les immigrés ». La montée de l'intégrisme dans plusieurs pays arabes, la banalisation parallèle du FN et son exploitation de la situation pour faire de la population immigrée le bouc émissaire conduisent assez facilement ces familles, qui vivent au quotidien la dégradation de leur environnement, à un vote extrémiste dans une situation sociale extrême. Cependant, malgré les critiques vigoureuses qu'encourent les dispositifs de développement social à Mantes, il reste à analyser plus clairement les dimensions de ces actions et la façon dont elles ont été mises en œuvre avant d'essayer d'en tirer un bilan plus précis.

L'analyse du vote Front national a montré l'importance de la localité au sens de la structure sociale et de ses caractéristiques. En revanche, aucun effet localité au sens d'une évolution différente de l'évolution nationale, un effet autonome soit sur le quartier soit sur la commune, n'a été mis au jour. Seule l'élection régionale de 1992, qui fait suite aux événements dramatiques de l'année précédente, permet de montrer un impact clair d'événements locaux. L'offre politique semble également jouer un rôle déterminant. L'arrivée d'un nouveau candidat de droite aux dernières législatives permet de renforcer le camp de la droite et de contenir le vote pour le Front national. Depuis les municipales de 1989, la gauche, et notamment le Parti socialiste, s'est écroulée à Mantes-la-Jolie et notamment au Val-Fourré qui était son bastion. Même si le maire et son équipe sont partis à la reconquête de la ville depuis 1991, il n'y a pas pour l'instant de signes électoraux tangibles de retour en faveur des socialistes. Si notre analyse est pertinente, le candidat de la droite devrait pouvoir empêcher l'arrivée du Front national à la mairie en 1995. Cependant, comme on l'a vu, le vote pour le Front national peut connaître des variations importantes à la hausse en cas d'événements

dramatiques dans la localité. La situation au Val-Fourré est trop instable pour exclure complètement une telle éventualité. Même si les logiques sociales sont fondamentales pour comprendre le vote Front national, le Val-Fourré souffre encore à l'heure actuelle non pas tant d'un déficit de vie sociale associative que d'un déficit de gestion politique locale et nationale.

Bibliographie

- Annales de la recherche urbaine*, n° 50, avril 1991, « La région Ile-de-France »; notamment, HUSBANDS Christopher, « Le Front national en région Ile-de-France 1983-1989 », p. 116-124.
- Annales de la recherche urbaine*, n° 49, décembre 1990, « Immigrés et autres ».
- Esprit*, 1991, « Citoyenneté et urbanité ».
- BOURDIEU Pierre (sous la dir. de), *La Misère du monde*, Le Seuil, Paris, 1993.
- DELARUE Jean-Marie, *Banlieues en difficultés: la relégation*, Syros/Alternatives, Paris, 1991.
- DONZELOT Jacques (sous la dir. de), *Face à l'exclusion, le modèle français*, Éd. Esprit, Paris, 1991.
- DUBET François, *La Galère*, Fayard, Paris, 1987.
- MAYER Nona et PERRINEAU Pascal (sous la dir. de), *Le Front national à découvert*, Presses de la FNSP, Paris, 1989.
- PAUGAM Serge, *La Disqualification sociale, essai sur la nouvelle pauvreté*, PUF, Paris, 1991.
- Pour*, « Quartiers fragiles et développement urbain », n°s 125-126, 1990.
- REY Henri et ROY Jacques, « Quelques réflexions sur l'évolution électorale d'un département de banlieue parisienne », in *Hérodote*, n° 43, octobre-décembre 1986, p. 6-38.
- REY Henri (sous la dir. de), *Les Évolutions du comportement électoral dans les quartiers de grands ensembles (1988-1989)*, Cevipof et Plan Urbain, Paris, 1990.